

« Le développement des relations internationales au cours des années 60 »

Conférence de Marcel Masse

Ministère des Relations internationales

12 avril 2011

<b>Conférence de Marcel Masse partie 1 de 4</b>	
[00:00:00]	Marcel Masse : Je vous remercie.
[00:00:03]	Je souhaite à tout le monde la bienvenue et nous allons démarrer. Alors si on était dans un studio de télévision ou dans le monde du spectacle, c'est-à-dire n'importe où ailleurs, parce que le monde du spectacle est partout sauf au ministère ici, on aurait une chanson thème pour créer l'atmosphère et cette chanson thème pourrait être... les choses étant ce qu'elles sont de la Révolution dite tranquille, mais on va en parler un peu plus tard, ce serait ce texte de Stéphane Venne interprété par Renée Claude : « C'est le début d'un temps nouveau ! » Alors quand on regarde le texte parce qu'il faut voir et c'est là qu'on voit jusqu'à quel point les compositeurs comme Stéphane Venne qui d'ailleurs a travaillé au ministère, c'est lui qui était responsable des... de la question culturelle à la Délégation au moment où j'étais là comme délégué.
[00:01:04]	Alors donc :  <i>C'est le début d'un temps nouveau La terre est à l'année zéro La moitié des gens n'ont pas 30 ans Les femmes font l'amour librement Les hommes ne travaillent presque plus Le bonheur est la seule vertu [...] Nous voilà devenus des oiseaux [...] Les couleurs se mêlent sur la peau</i>  Alors uniquement avec ça, vous pouvez encadrer toute la mythologie, tout le mythe de la Révolution tranquille, tout le besoin de toujours réalimenter ce mythe pour avoir un endroit fondateur, l'année zéro, la noirceur avant l'année zéro.
[00:01:50]	« Nous sommes devenus des oiseaux », je veux dire on s'en va n'importe où dans la nature il n'y a pas de problème, tout le monde est gentil, tout le monde il est beau, tout le monde fait de beaux enfants. C'est le paradis sur terre. Ça montre jusqu'à quel point au fond vous pouvez faire tout un livre d'Histoire soit avec les slogans publicitaires des années que vous travaillez, ou soit avec des compositions d'artistes de cette qualité de Stéphane Venne qui décrivent mieux que tous les autres, mieux que tous les politiciens et tous les spécialistes ou des historiens, le mythe, je ne dis pas que c'était vrai, mais c'est ce qu'on croyait qui était vrai ou ce qu'on espérait qui était vrai etc. Mais en tout cas c'est autour de ça qu'on a travaillé. Alors voilà donc le climat de l'époque, en tout cas celui qu'on retient. Il y a quelque temps j'ai... on... ne fait pas l'Histoire par les journaux. Parce que les journaux déforment la réalité. Les journaux ont leur culture et ils interprètent

	avec leur grille culturelle les événements.
[00:02:58]	Par exemple <i>Le Devoir</i> ne voit pas avec les mêmes lunettes le... disons gouvernement Charest que le journal <i>La Presse</i> sur la réforme constitutionnelle, etc. Donc il n'y a rien de plus tendancieux, il faut faire attention, il n'y a rien de plus tendancieux que les journaux parce que ce n'est pas la vérité. C'est l'interprétation de la vérité par leur culture médiatique de tel ou tel journal. Il faut retourner dans les archives ! Et par un hasard de recherches avec un ami, je suis tombé sur deux lettres sur cette Révolution tranquille; les deux auteurs, les deux pères fondateurs supposément de la Révolution tranquille : Jean Lesage et Georges-Émile Lapalme.
[00:03:40]	Dans son texte, dans sa lettre, j'aurais dû les apporter mais... j'ai négligé, il explique qu'il ne veut plus entendre parler de ce mot Révolution tranquille : « Ça n'a rien à voir avec la vérité, s'il vous plaît cessez ça ! » Et Georges-Émile Lapalme, dans une autre lettre, a à peu près la même expression. Il ne comprenait pas pourquoi on était partis avec ces idées-là, etc, etc. Donc sur place, mon point et tout ce que je veux avancer avec ça, c'est que sur place à cette époque-là, il n'y a personne qui pensait qu'il faisait une révolution. Moi j'ai l'impression qu'il y a une analyse à faire sur le mythe de la Révolution tranquille; sur comment est-ce que ça a progressé pendant les décennies qui ont suivi, aller jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, le gouvernement du Québec dit : « Il faut commémorer le cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille. » Extraordinaire !
[00:04:34]	Surtout quand on connaît et qu'on sait malheureusement que le gouvernement du Québec n'est pas porté sur la commémoration. Je me souviens quand j'ai été, entre autres fonctions, président de la Commission des biens culturels ici avec des sociologues et des historiens, on avait fait une étude poussée sur la commémoration. La commémoration en Angleterre, en France, aux États-Unis, dans les autres provinces et on en était venus à la conclusion à peu près textuelle que le Québec est un des rares États de l'Amérique du Nord pour ne pas dire le seul État, qui n'a pas de politique officielle de commémoration. Il n'a pas d'encadrement sur la commémoration, n'a pas de comité consultatif, etc. comme on trouve à peu près partout. Alors comment se fait-il que ce gouvernement, je veux dire qui n'est pas porté sur la commémoration, tout d'un coup décide qu'on va mettre de l'argent, puis on va célébrer le cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille comme s'il y avait eu une date de fondation, puis rien avant, puis tout après.
[00:05:35]	Il faudrait s'interroger, à mon avis le vrai colloque, il serait là-dessus. La chose la plus intéressante serait là-dessus : pourquoi la société québécoise a-t-elle tellement besoin de ce mythe fondateur qu'elle l'a créé, qu'elle l'alimente régulièrement et que de mettre en cause ce mythe, est tout de suite perçu comme étant un mauvais Québécois ? Le mythe a été statufié, dans la nouvelle religion civile et on n'a pas le droit d'y faire des graffitis, on n'a surtout pas le droit d'y donner un coup de marteau. Je veux dire on a figé dans le béton ce qu'on croit qui aurait dû se passer ou qui s'est passé et à partir de là on gèle l'évolution.
[00:06:17]	Alors que pour moi, le cinquantième anniversaire, le gouvernement aurait dû, c'est un mot malsain, sans éthique, détourner quelques milliers de dollars de ce qu'il a avancé, pour organiser des travaux par des historiens, sur des thèmes disons de gouvernement, comme par exemple les 50 dernières années dans le secteur culturel ou le domaine social, en tout cas,

	<p>faire des études comme d'ailleurs les Sulpiciens ont fait quand ils ont voulu fêter un anniversaire de leur arrivée à Montréal. Je sais plus si c'est le 350<sup>e</sup> ou le 300<sup>e</sup>, en tout cas ils ont engagé des historiens, Dickinson, puis tout ce monde de cette époque-là. Et puis pendant deux, trois ans ils ont travaillé et puis la communauté a publié un livre, c'est une histoire vue, d'aujourd'hui, ce n'est pas celle vue par le 19<sup>e</sup> siècle. Mais au moins on a consacré ça à la réflexion.</p>
[00:07:14]	<p>Moi j'aurais préféré ça. On aurait montré plus de maturité puis on aurait dit : Voilà ! Il y a là un mythe ou il y a là une réalité, on va l'étudier sérieusement pour voir exactement ce qui s'est passé, comment ça s'est passé, quelles sont les conséquences, etc. Mais on n'a pas voulu faire ça : on a statufié la chose. À mon avis le cinquantième anniversaire aurait dû être une invitation à débattre, de cette question-là. Qu'est ce qui s'est passé ? Est-ce que oui ou non il y avait eu un air de noirceur puis etc. Alors donc, de même, de débattre, sur la réalité. Un questionnement sur la construction des imaginaires. Nous sommes un peuple particulier aussi, largement minoritaire en Amérique du Nord : 1,7 – 1,8 % de l'Amérique du Nord. Parce que cessons de nous voir dans le Canada, on est dans l'Amérique du Nord, avec 98 % des gens qui sont de langue anglaise.</p>
[00:08:12]	<p>On n'est pas en Europe avec 27, 30 langues et puis 25, 26 pays, on est ici. Et on est minoritaires au point, que dans quelques années il y aura plus d'Hispanophones aux États-Unis que de Francophones au Canada. Alors plus minoritaires que ça, comme dirait... [Philippe] Séguin, tu meurs. Donc ça a des réactions collectives cette chose-là et c'est peut-être pour ça qu'on s'attache à des choses semblables et qu'on a peur d'en débattre et de le remettre sur la table. À mon avis, il y a un acte de raison à poser devant la Révolution tranquille. Je ne crois pas qu'on puisse aider personne avec une hagiographie, c'est de célébrer, c'est extraordinaire ce qui s'est passé. Je veux dire, une fin de génération qui a besoin de se confirmer qu'ils étaient extraordinaires quand ils étaient en fonction. Et puis il faut transmettre ça à la nouvelle génération pour voir.</p>
[00:09:09]	<p>Voyez comment nous on a été bons avant de partir. On a investi une dernière fois dans la mythologie. J'aimerais mieux débattre de cette question-là, il y en aura peut-être à la période des questions, de voir ça. Parce que dans mon esprit il y a un côté subliminal dans cette question-là; il y a une illusion rétrospective. On voit la Révolution tranquille dans la lumière, dans le miroir d'à côté et c'était-tu extraordinaire, le temps passé, là il y avait des ministres qui avaient des visions, là il y avait des budgets, là il y avait une société qui répondait à nos besoins, là l'État dirigeait la société, etc. Le rétroviseur, une illusion rétrospective.</p>
[00:09:52]	<p>Ceci étant dit, il y a aussi un fondement; je veux dire, je ne veux pas tout simplement dire il ne s'est rien passé, ce n'est pas ça du tout. Mais je crois qu'il faut prendre une distance, c'est peut-être mon côté historien, dans le sens que j'ai fait toutes mes études universitaires en histoire, en sciences politiques. Ce besoin de prendre une distance entre l'événement et la réalité, surtout que, il y a une inversion à faire dans la vie en histoire. On commence par regarder la fin de la période précédente, alors qu'on devrait s'en aller au début de la période précédente. Si on veut réellement comprendre et c'est ça l'histoire, on fait l'histoire de ce côté-là et non pas de ce côté-là. Alors si on veut comprendre, disons la période d'avant, les années 30, 40, 50 qui ont fait le Québec des années 60, bien, on part avec la fin de Taschereau, puis pourquoi Duplessis a renversé ça. Puis là, on</p>

	avance tranquillement, les questions constitutionnelles, des années 50, « The Fifties ».
[00:10:58]	J'avais un livre, il n'y a pas longtemps, ça va tellement vite, il y a quelques années je lisais, un livre américain, assez volumineux, <i>The Fifties</i> ... Que les années 50, c'est là que les choses se sont passées. C'est là qu'on a inventé les Holiday Inn parce que les voitures faisaient qu'il y avait des transports. Les constructions ont été des années 60. C'est à cette période qu'on a... enfin toute la communication, les avions. C'est sûr que si on avait la même difficulté à aller en Europe que dans les années 30, il n'y aurait pas eu les contacts de coopération comme il y a eu dans les années 70, etc.
[00:11:31]	Donc la vraie, le vrai concept des années 60, c'est « The Fifties ». C'est extraordinaire tout ce qui a été mis de l'avant. Pourquoi les années Fifties, ça a été un ébouillement, comme ça, une émulsion totale. C'est que, on sort des crises, on sort de la crise économique des années 30, on sort de la guerre. Après la guerre il y a eu la construction de l'Europe. Écoutez c'était massif ce problème-là. Il y a eu la décolonisation, les guerres de décolonisation en Orient, partout, et il y a eu la guerre de Corée qui a été un affrontement majeur. Donc on a pompé beaucoup d'argent et quand on est arrivés à la fin de la guerre de Corée, là on avait l'argent pour lancer des programmes de développement des sociétés, en matière d'éducation, de science, d'hospitalisation et tout et la même chose se passait au Québec.
[00:12:21]	Mais on coule un mur de béton entre ces années-là et après. Toutes ces années 50, la révolution si révolution il y a, sur la question constitutionnelle des années 60 est attachée à la Commission Rowell-Sirois des années 39, à la question des impôts, que le gouvernement fédéral a utilisés durant la guerre, il ne voulait pas, contrairement aux promesses, les remettre aux provinces. Il y a eu toutes ces conférences fédérales-provinciales où Duplessis défendait le butin du Québec au fond. Et puis il y a eu la commission Tremblay qui a fait le point sur la question constitutionnelle et c'est ce document que Lesage a mis sur la table quand il est arrivé à la première réunion dans les années 60. Il n'avait pas inventé le marteau, il était déjà là.
[00:13:12]	Autre phénomène. Donc à mon avis il y a une continuité si on veut comprendre les années 60, 70, on ne doit pas faire abstraction de ce qui s'est passé avant, en disant : « C'est la noirceur, le Québec est venu au monde dans une feuille de chou, le 22 juin 1960, descendu du ciel. » On a une espèce de tableau de Michel-Ange, où le doigt de la lumière, le doigt du siècle de la lumière touche au doigt de Lesage, et puis on entre dans un monde nouveau.
[00:13:42]	Puis on arrive à la chanson de Stéphane Venne. Franchement... on devrait avoir plus de raisons à regarder ça. D'autant plus que, la fin des années 50 c'est, les fins de régime. Les fins de régime, c'est toujours pénible; mais c'est l'image qu'en garde la génération suivante, parce que l'opposition s'est bâtie sur la fin du régime de celui qui l'a précédé. Prenons des exemples ailleurs. Toute la campagne de Kennedy s'est basée sur la fin du régime de Eisenhower qui était là depuis un certain temps et qui était un peu comme Louis Saint-Laurent ici, Uncle Louis, puis une espèce de paternalisme, alors donc on bâtit sur la fin du régime. Et les fins de régime sont toujours pénibles. Regardez René Lévesque les deux dernières années; réellement, quand on regarde sérieusement, c'est pénible. Regardez Jean Drapeau, c'est pénible. Regardez Robert Bourassa, c'est pénible. Regardez Duplessis, c'est pénible.

[00:14:47]	On peut parler de Hepburn. On peut parler d'un grand nombre de personnes. Il y avait à la fin, ces fins de régime-là, malheureusement c'est pénible et il faut toujours éviter la dernière élection. C'est sûr que si Duplessis, en 56, avait passé à [Paul] Sauvé en 58 le bâton comme normalement ça aurait dû se faire, on aurait été dans un autre monde, ça aurait été fait différemment. Les mêmes choses se seraient faites mais on n'aurait peut-être pas la même mythologie etc., etc. Donc les fins de régime, c'est très très important parce qu'on bâtit la nouvelle équipe sur la fin de régime. Alors voilà la noirceur, voilà qu'il n'y avait rien qui marchait. Puis bon c'était pénible de vivre au Québec etc.
[00:15:31]	Comment expliquer que tous ceux qui ont dirigé la lumière étaient issus de la noirceur ? Ça c'est un autre problème qui est difficile à débattre. On ne veut surtout pas en entendre parler. Or la Société du patrimoine politique, que j'ai initiée il y a quelques années, a comme objectif d'approfondir les connaissances politiques du Québec et de divers moyens, de mettre en valeur ces choses-là. Alors depuis quelques années on a organisé des colloques. Régulièrement à la salle Papineau ici fin septembre, des colloques universitaires. Ce n'est pas des affaires très populaires mais quand même on a différents thèmes, comme cette année au mois de septembre ce sera le cinquantième... le début du ministère de la Culture, je ne me souviens plus exactement de l'expression mais en tout cas c'est en 61, alors voilà, la Culture.
[00:16:19]	L'année suivante on va faire un débat qu'on est en train de préparer sur Radio-Canada et l'évolution de la pensée politique au Québec, pour marquer un anniversaire quelconque d'ouverture de la télévision dans les années 50 etc. Alors quand on est arrivés il y a deux ou trois ans, bon, tout le monde voyait venir le cinquantième anniversaire de la mort de Duplessis, c'est peut-être le temps de regarder un peu ce qui s'était passé. Avec une autre génération d'historiens. Sortir du mythe, disons de Radio-Canada et tout, ça fait assez longtemps qu'on en entend parler de ce mythe-là là. Quelle est la réalité ? Donc on a formé un comité scientifique. Puis on a demandé à des jeunes historiens, des jeunes chercheurs, archivistes et autres : allez dans la nature puis revenez avec des thèmes là.
[00:17:04]	Bon ! Chacun n'est pas allé s'épivarder où il voulait, il y avait quand même un cadre de référence mais voir un peu plus avec un œil nouveau, avec une nouvelle grille, avec des lunettes différentes. Non pas avec le mythe ou le poids de la propagande libérale des années fédérales entre autres, parce que il faut jamais oublier pourquoi Duplessis... Duplessis a ébranlé le fédéralisme canadien. Faut pas oublier ça là. À Ottawa, à Radio-Canada, ils ne l'avaient pas en odeur de sainteté. Il fallait casser cet homme-là parce qu'il était dangereux. Malheureusement les autres ont continué après. À ce moment-là c'était très important de s'assurer qu'on ne reviendrait pas à ces batailles des années 50.
[00:17:43]	Alors donc on s'est associés avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, puis deux jours de colloque à Trois-Rivières, une journée ici puis, Septentrion a publié les actes du colloque; c'est très intéressant parce que les témoignages ne sont pas les mêmes, quand c'est toute la question de l'étatisation de l'électricité par rapport à l'électrification rurale, comment Duplessis avait fait ça. Et puis comment ça réglait le problème de quasiment 70 à 75 % des gens au Québec qui n'avaient pas d'électricité. Il faut replacer dans le contexte les choses et non pas les voir vingt ans après, au moment où elles se passent. Tellement que il y en a qui ont dit, bon bien on

	est en train de vouloir sauver Duplessis; ce n'est pas ça du tout. C'est que chaque génération fait l'histoire avec ses propres préoccupations, avec sa propre recherche. Alors dans ce sens-là, ça a été intéressant.
[00:18:35]	Alors venons maintenant un peu plus... à la chose réelle. J'ai eu l'occasion, comme on dit c'est les hasards de la vie, j'ai été très actif dans ces années-là, à la fin des années 50. J'étais très actif dans la société Saint-Jean-Baptiste qui était à ce moment-là les mouvements nationaux, très importants dans le cadre du Québec. J'ai été le premier président non membre de l'ordre Jacques-Cartier, élu à la Société Saint-Jean-Baptiste comme président diocésain, pour la bonne raison, je ne savais même pas que ça existait l'ordre Jacques Cartier. Mais ça a été pour eux autres un choc énorme, qu'un jeune incontrôlé et incontrôlable, j'avais je sais plus, 25, 26 ans, qui se réveille président d'une société Saint-Jean-Baptiste,
<b>Conférence de Marcel Masse partie 2 de 4</b>	
[00:00:01]	dans un diocèse conservateur comme Joliette. Alors dans ce sens-là j'étais l'avant-garde de ceux qui ont perturbé un peu la société. J'ai vécu beaucoup tout ce mouvement-là, nationaliste, après ça de l'étatisation de l'électricité, puis qui a mené finalement à la fin aux États Généraux, avec tout ce que ça a comporté de plus ou de moins en 68, 69. Donc j'ai été très actif là-dedans, et de fil en aiguille je me suis retrouvé président du syndicat des enseignants de ma région. Puis là je me suis repris les pieds de la CIC [Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques] qui a été la CEQ [Corporation des enseignants du Québec], puis avec Raymond Laliberté. J'étais là-dedans et mon adjoint était Guy Chevrette que j'avais engagé parce que bon, il avait juste un diplôme C, je crois, puis il ne voulait pas retourner aux études alors on l'a pris au syndicat, puis il a fait sa carrière là-dedans.
[00:00:51]	Alors c'était des années où au fond les choses allaient beaucoup plus vite qu'aujourd'hui, on ne peut pas imaginer ceci, c'est quand même, il faut le dire, on ne peut pas imaginer les jeunes de 23, 24, 25, 26, 27 ans, tout d'un coup avoir des responsabilités et faire des coups marqués dans la société, ça serait plus difficile aujourd'hui. Alors il y avait là, dans ce sens-là, c'est le début d'un temps nouveau, je veux dire, on pouvait partir puis sans se demander qu'est-ce que l'autre pensait puis ça fonctionnait un peu plus vite.
[00:01:17]	Alors dans ce sens-là j'ai été amené à coordonner le programme de l'Union nationale. C'est quand même, encore là, j'avais 27, 28 ans et Daniel Johnson m'a fait une confiance incompréhensible, avec un caucus comme il avait, puis alors que je n'étais pas marqué en politique, et puis de me confier la coordination de tout le programme de l'Union nationale, pendant deux ans, la question des assises, le mot assise c'était une invention de ma tête. Je suis allé chercher ça en France parce qu'il fallait changer le mot. C'était plus facile de changer le mot que de changer la réalité. Puis si on a un nouveau mot, c'est la nouvelle réalité, ça va être le beau, etc. En tout cas, on a fait des trucs incroyables qu'on ne pourrait pas faire aujourd'hui et ça se faisait dans l'Union nationale, vous imaginez donc, avec les libéraux en face et avec toutes les difficultés que ça pourrait se faire et puis finalement, bon on a vécu les événements de Lesage, puisqu'on était dans l'opposition et on a fait une critique de ces choses-là, surtout sur l'accélération.
[00:02:17]	Et puis faut pas oublier qu'il y avait une décomposition totale dans le Parti libéral, dans le gouvernement dans les deux dernières années, il y a eu des affrontements majeurs entre Laporte, Lévesque et Lesage. On oublie tout

	<p>ça, on pense que c'est l'équipe du tonnerre, mais cette équipe-là, Lesage à un moment donné a senti qu'il perdait le leadership de son affaire. Il a pris Lévesque, il l'a envoyé à une place, puis il a pris Kierans, il a fait un mélange dans son histoire. Il s'est précipité en campagne électorale seul. Donc il y a eu une période, disons très importante mais il y a eu à partir des années, la formule, la bataille sur la formule Fulton-Favreau, les questions constitutionnelles, alors Lesage s'était prononcé en faveur de la proposition fédérale à l'intérieur de son parti. Ça a été le début de la brisure. Donc il y avait une équipe qui n'était pas aussi homogène qu'on pourrait le penser.</p>
[00:03:11]	<p>Mais regardez comment les mythes se font. À un moment donné, quand je suis dans ce ministère-là, j'ai comme directeur de cabinet Denis Vaugois. Bon. On se connaît depuis des années, il est mon directeur de cabinet. Et j'ai comme secrétaire Jacques Lacoursière. La même équipe, on se connaît, ils sont à Trois-Rivières, moi je suis à Joliette. Alors, on se quitte et on se revoit régulièrement mais Lacoursière, il y a deux ans, a écrit un volume sur le Québec numéro 5, je crois, en tout cas la période des années 60. Alors, publié par Vaugois. J'ai surveillé ça de près. Alors Jacques m'envoie un livre, dédicacé. Bang ! Puis je reçois ça durant l'été. Puis bon à un moment donné j'ai commencé à feuilleter ça, regarder les photos. Je me suis pris au jeu, puis j'ai découvert un tas d'affaires. Par exemple que l'Université du Québec découlait du programme du Parti libéral. Que...</p>
[00:04:19]	<p>Je ne sais plus quoi, un certain nombre de choses semblables. C'était carrément dans la colonne du Parti libéral. Qu'est-ce que c'est cette histoire-là ? Lacoursière et Vaugois ont travaillé avec moi à les réaliser. Ils ont oublié, je ne sais pas comment, mais ils ont mis ça. Alors je suis retourné voir, j'ai dit : « il me semble que ce n'est pas ça. » Alors j'ai repris le rapport Parent, le rapport Parent qui préconisait une deuxième université de langue française à Montréal. Jamais parlé de l'Université du Québec : deuxième Université de langue française à Montréal. Programme du Parti libéral en 19... 60 ou 62, en tout cas peu importe. Ce doit être en 62 parce que la Commission Parent... ou en 66 pardon ! 66. Alors la Commission Parent venait d'être publiée. Alors dans le Parti libéral, c'était inscrit, deuxième université de langue française.</p>
[00:05:16]	<p>Programme de l'Union nationale ! Je suis retourné voir. J'ai dit coudonc, je n'ai pas allumé. C'est marqué comme tel, Université du Québec, dans le programme de l'Union nationale ! Ministère de l'Immigration, l'École nationale d'administration publique, ministère de la Fonction publique, le rôle de l'État : tout est marqué dans la colonne ! Mais c'est incroyable ! Mais Vaugois et Lacoursière, ne pouvaient pas ne pas savoir ça : ils étaient avec moi ! Bien ils ont écrit un volume dans lequel ils ont mis ça dans la colonne du Parti libéral. Alors, c'est pour vous dire : Attention il faut se méfier ! C'est que ça fait partie du mythe. « Tout a été fait par les libéraux » alors que la réalité, c'est incroyable, même les gens qui étaient là à cette époque-là, n'oseraient jamais avouer que une grande partie de la réforme scolaire du Québec a été faite par l'Union nationale.</p>
[00:06:06]	<p>On ne peut pas faire ça. Comme au Québec tout le monde est de gauche, tout le monde est convaincu que tout a été fait à l'époque de Lesage et Gérin-Lajoie. Il n'y a rien eu après. Chanceux : ils n'ont au moins pas détruit ce qu'il y avait là. Pour vous montrer que, l'Histoire, faut retourner dans les documents, faut aller voir la réalité parce qu'on est facilement guidés par le mythe, mais c'est un acte de raison, l'Histoire. Ce n'est pas un acte d'émotion. Je donne ça comme exemple pour montrer que ça peut aller très</p>

	loin à un moment donné la déformation historique, même par des acteurs qui ont vécu la période. Alors je dis ça juste pour que vous soyez... Faire très attention à ces questions-là.
[00:06:46]	Alors revenons quand même un peu plus à cette affaire. Donc programme de l'Union nationale, puis allons-nous-en, sortons de l'éducation pour s'en venir dans la coopération parce que on est quand même au ministère de ces choses. Alors la coopération, c'était à ce moment-là le ministère de l'Éducation. Il n'y avait pas d'autre endroit. La coopération se faisait par l'éducation. Donc il y a eu une entente avec Gérin-Lajoie puis des choses, bon alors le gouvernement arrive, puis là tout le monde est inquiet, qu'est ce qui va se passer ? Alors rapidement les Français ont..., il y a eu des contacts durant l'été et puis M. Christian Fouchet si je me souviens bien, qui était ministre de l'Éducation en France, apparaît ici au mois de septembre. Je suis très actif là-dedans. Pourquoi ?
[00:07:32]	Parce qu'au fond le ministre de l'Éducation c'est Jean-Jacques Bertrand. Moi je suis ministre d'État à l'Éducation. Mais Bertrand lui, il ne voulait pas être à l'Éducation, il voulait être à la Justice. Alors dans la négociation au mont Gabriel, moi non plus je ne voulais pas être ministre. Je préférais apprendre un peu comment ça fonctionne cette histoire-là. Bon! Et M. Johnson m'appelle, il me dit : « Écoute ! Il faut que tu viennes nous voir et j'ai des choses... » Puis là il me propose le ministère du Travail. J'ai dit : « Écoutez, M. Johnson, le ministère du travail ! » Une partie de l'élection s'était passée là-dessus. M. Fortier, [c'était plutôt Maurice Bellemare] je crois, de Sherbrooke, était ministre du Travail. Wô ! Alors, en tout cas, je suis allé à la réunion et là j'ai compris son problème. Il me l'a dit : lui il voulait, comme Duplessis, être procureur général; demeurer procureur général. Donc premier ministre et procureur général.
[00:08:25]	Entre autres parce que l'Union nationale avait été maculée profondément par ce qu'on appelle le scandale des faux certificats aux élections de 1962. Et un des plus grands amis de M. Johnson qui était André Lagarde, qui était organisateur en 62, a été accusé par Lapalme et tous les autres, par le procureur général, d'être malfaisant dans cette opération-là. Et ça a fini en cour. Et puis finalement Lagarde a gagné et tout ça, puis... Lapalme a été bien malheureux parce qu'il avait, il s'était prononcé publiquement durant les élections 62, à l'Islet je crois, le procureur général ne fait pas des choses de même.
[00:09:03]	En tout cas, alors Johnson voulait s'assurer qu'il n'était pour - puis n'oubliez pas que l'Union nationale sortait de l'enquête Salvais, où on avait détruit tout le monde à cette époque-là. Alors Johnson disait Wô ! « On va quand même arrêter les dépenses là, là-dessus. » Mais M. Bertrand lui, avait peur que Johnson utilise le ministère du Procureur général à des fins pas catholiques parce qu'il y avait encore beaucoup de catholiques à ce moment-là. Alors, donc, il y avait une espèce de... Alors, finalement, le compromis c'est que Bertrand va être ministre de l'Éducation, ministre de la Justice, et je vais aller l'aider là. Mais enfin l'éducation ce n'est pas ça qui l'intéressait. Donc, j'ai joué, veux, veux pas, un rôle assez actif là-dedans. Entre autres dans le domaine de la coopération.
[00:09:51]	Alors Christian Fouchet vient ici, on fait l'inventaire de ce qui avait été fait par le gouvernement précédent. On regarde ce qui marche, ce qui ne marche pas, les orientations du nouveau gouvernement. On fait des réunions à l'île d'Orléans. Et après ça je suis allé à Paris dans les mois qui ont suivi pour mettre ça en forme. Puis là, il y a eu des échanges de toutes



	<p>sortes. Donc mon point c'est que la coopération se bonifiait et continuait, au ministère de la Culture, au ministère de l'Éducation. Et ça m'a mis en contact avec d'autres personnes comme Claude Morin qui était dans d'autres ministères parce que le ministère ici existait déjà à ce moment-là, il avait été créé par Lesage et Lesage avait été comme premier ministre, ministre du ministère et Daniel Johnson a été ministre du ministère et Jean-Jacques Bertrand comme premier ministre a été ministre du ministère et, c'est incroyable de le dire, mais j'ai été le premier ministre non premier ministre à être ministre du ministère. Chacun a sa médaille, en tout cas, j'ai au moins fait l'Histoire de ce sens-là.</p>
[00:10:53]	<p>Alors, donc pour M. Johnson, n'oubliez pas, ce qui est important, plus qu'aujourd'hui, c'est la réforme constitutionnelle. Parce que le gouvernement canadien avec les enquêtes Rowel-Sirois et tout, avec les fameuses enquêtes du père [George-Henri] Lévesque, Massey-Lévesque. Il ne faut pas oublier pourquoi Duplessis avait une dent contre le père Lévesque. Ce n'est pas tellement sur la question de la faculté, que pour René Lévesque – voyons pour Duplessis, [Georges-Henri] Lévesque était d'abord un organisateur libéral. Et que, il a servi de couverture au fédéral pour faire une intrusion massive dans la question des universités et tout. Après, ça c'est le fond du problème. Ce n'est pas nécessairement ce qui était dans le journal, mais la chicane vient d'abord et avant tout de cet aspect-là du problème, que le père Lévesque a reconnu après, de façon marquée. Alors, donc, le gouvernement canadien veut rapatrier sa constitution parce qu'il a besoin de changer, de l'adapter à la réalité nouvelle de ce qui s'était passé : l'assurance-chômage, les assurances familiales, puis tous ces trucs-là, il voulait refaire la constitution.</p>
[00:12:00]	<p>Pour ça, il faut d'abord avoir une formule d'amendement. Alors, Fulton, qui était ministre de la Justice de Diefenbaker, avait sa formule, après ça Saint-Laurent est arrivé avec Favreau, bien Favreau c'était le ministre de la Justice de Saint-Laurent. Alors c'est pour ça qu'on parle de la formule Fulton-Favreau. Puis là c'était avancé, ça se négociait avec les provinces, puis à un moment donné, pouf ! Lesage tombe dans la trappe puis accepte cette affaire-là. Alors ça a permis à Johnson, de, je dirais de naître sur le plan constitutionnel, par le fait que l'autre avait accepté la formule Fulton-Favreau et que tout ce qui comptait de penseurs au Québec était contre ça : de Jacques-Yvan Morin et les sociétés Saint-Jean-Baptiste.</p>
[00:12:41]	<p>Je me souviens d'avoir organisé à Crabtree des soirées bénéfice où Jacques-Yvan Morin venait parler contre la formule Fulton-Favreau. On est dans les années 64 à peu près. Et donc il y a une renaissance de ce côté-là. Parce que la constitution était la clé de l'opération. Alors M. Lajoie puis l'équipe des libéraux avaient avancé l'idée de statut particulier, mais Johnson lui ne voulait pas de statut particulier, lui c'était, il y a deux nations au Canada, les deux nations sont sur un pied d'égalité, donc c'est égalité. Et si ça ne marche pas on prend notre butin puis on part. Donc égalité ou indépendance. Ça a fini par arriver là-dedans. Donc dans un sens, il fallait une nouvelle constitution pour le Canada.</p>
[00:13:30]	<p>Pour pouvoir en faire la constitution avec l'appui du Québec, il fallait trouver la bonne formule d'amendement, et il fallait avant de s'entendre sur l'amendement de s'entendre sur ce qui va avoir dans le texte, donc pour Daniel Johnson, la théorie est atteinte, il y a deux nations. Et il est appuyé sur tout ce qu'il y avait d'intellectuels à l'époque. Souvenons-nous la Commission Laurendeau-Dunton, les fameuses pages blanches, pages</p>

	bleues pardon, d'André Laurendeau. Toute cette école de pensée tournait autour de cette idée. Il doit y avoir égalité de, l'égalité des deux. Donc le gouvernement du Québec doit être une province et un État national, donc avoir des pouvoirs nationaux, puis là ça devenait compliqué. Mais en tout cas au moins c'était ce qui était demandé.
[00:14:16]	Et c'est là-dessus que Johnson bâtit son monde, bâtit sa pensée. Il a publié ça aux assises, après ça comme premier ministre il a fait des contacts avec les autres premiers ministres des provinces, Robarts, et là est arrivée l'Expo. L'Expo c'était très important pour le gouvernement à l'époque et pour M. Johnson parce que c'était la seule façon et la première fois où Québec avait un contact direct avec tous les pays qui venaient ici, parce que l'Expo était au Québec, à Montréal. Donc il était normal que le Québec soit actif. Bataille protocolaire énorme, dirigée par André Patry de notre côté, contre d'autres personnes toujours francophones d'ailleurs en passant, à Ottawa, pour faire une place, protocolairement, pour que les chefs d'État qui viennent soient, disons à l'aise, et non pas être pris en otage entre les deux gouvernements.
[00:15:22]	Alors dans ce sens-là ça a été important et c'est pour ça que, bon je me suis ramassé encore une fois ministre-délégué à l'accueil des chefs d'État pour organiser, pour disons centraliser tout ça, les questions de sécurité, de protocole, de discours de ci, de ça. On avait une équipe brillamment dirigée par André Patry et puis ça nous permettait, bon à chaque fois que je rencontrais un chef d'État, j'avais appris quasiment mon truc par cœur. Et il arrivait à Québec, on avait une dizaine de minutes à se saluer dans la voiture. Après ça on arrivait à l'Université Laval, puis le recteur nous montrait la maquette, puis ça nous permettait de parler de l'avenir extraordinaire du Québec. Après ça on repartait en voiture, on s'en allait dans les plaines d'Abraham. En tout cas, on avait le temps de passer notre message et ça a été très important. Et donc c'était important pour passer notre message.
[00:16:16]	Et là, dans les chefs d'État, il y a eu la visite du général de Gaulle. La visite du général de Gaulle est fondamentale à tout point de vue. D'abord au point de vue de la coopération. Soyons clairs dès le départ. S'il n'y avait pas eu en France le général de Gaulle, personnellement, il n'y aurait pas eu de coopération d'État à État entre le Québec et la France. C'est clair là ? Penser le contraire c'est carrément tomber dans la mythologie. C'est lui personnellement contre le Quai d'Orsay, contre le Canada, contre les Affaires extérieures, contre Pearson, contre Trudeau. C'est comme ça que je dois le faire, je les reconnais, et voilà je signe mon papier. Le Canada courait en arrière pour faire des accords parapluie. Mais, c'est comme ça.
[00:17:05]	Voilà ! Et c'est pour ça que, il y a des ententes de coopération. Et c'est pour ça que le Québec est à l'Agence culturelle et technique. Il y a une seule personne et pas de notre côté, arrêtons de se faire des illusions, elle n'est pas de notre côté, elle est de l'autre bord. Et s'il n'y avait pas eu cette personne et l'erre d'aller qu'il a donnée à tous les autres qui ont suivi, il n'y aurait pas de coopération entre le Québec et la France, pas plus qu'il y en a entre le Manitoba et la France. Bon, il y en aurait eu autant mais pas plus. Alors ça, à un moment donné, il va falloir le marquer très clairement. Le reste, on zigoune autour de ça, puis on s'amuse, puis on se dorlote, mais il y a eu un homme et un seul.
[00:17:44]	Alors quand il est venu ici, lui qu'est-ce qu'il nous apportait ? Il nous apportait un rapport de force. Dans l'esprit de M. Johnson, il faut un rapport

	de force. On n'avait pas de force pour négocier nous autres là. N'oubliez pas là qu'on est fins, on est forts, mais on n'est pas gros.
[00:18:02]	Alors, le Canada, les États-Unis, l'Angleterre, je veux dire, on peut bien entre nous autres parler beaucoup mais, alors il nous apportait un rapport de force. Il internationalisait la négociation entre le Québec et le Canada. C'était très important pour nous. Par son geste, par ses déclarations, il a pris le Québec, il l'a sorti de l'ombre des négociations avec le gouvernement fédéral, puis il a dit « maintenant assoyez-vous à table, le monde vous regarde ». Donc il nous a donné un poids énorme dans cette négociation.
[00:18:32]	Ça, à mon avis c'est la partie la plus importante. Tout le reste on est dans, comme il dit tout ce qui grenouille, scribouille, n'a pas d'importance en l'occurrence. C'était le rapport de force de de Gaulle qui est très, très, très important.
[00:18:45]	À la suite de ça, Alain Peyrefitte. Parce que de Gaulle voulait marquer le coup et M. Peyrefitte est arrivé [en septembre 1967]. Je l'ai rencontré, je suis allé à l'avion à Montréal, M. Johnson était malade. Je pense qu'on était à l'hôtel Bonaventure, le soir, en fin d'après-midi. On s'est rendus là et puis il y a eu une rencontre à trois, puis là M. Johnson est parti quelques jours après pour Hawaï, je crois. Et donc je l'ai entendu. En gros il y avait une lettre de de Gaulle puis après ça on a fait les négociations et on a signé
<b>Conférence de Marcel Masse partie 3 de 4</b>	
[00:00:00]	cette feuille, là, le procès-verbal... j'en parlais, sur 25 thèmes là-dessus. [Il s'agit des accords Peyrefitte-Johnson en éducation et culture du 14 septembre 1967]. Et là on a réellement élargi, bonifié, la coopération et tout, puis... Puis Peyrefitte m'envoie une lettre pour, quand il est reparti, pour dire : « Je vous remercie pour avoir joué dans toute cette négociation un rôle particulièrement important et efficace. »
[00:00:23]	Bon, alors ça c'était cette période-là qui a lancé la coopération. Donc là, on était un peu en culture mais on était toujours beaucoup en... beaucoup en éducation, c'étaient les besoins de l'époque. Et tranquillement, le ministère, ici là, s'est élargi parce qu'il fallait coordonner tranquillement ces affaires-là. Parce qu'à l'Éducation il y avait aussi d'autres responsabilités de la coopération avec la France. Donc la chose a été transférée vers le ministère des Relations internationales à l'époque ou quelque chose comme ça. Affaires inter-gouvernementales ? Oui c'est ça.
[00:01:00]	Donc il y avait deux affaires au ministère : il y avait la rencontre avec Ottawa, la négociation avec Ottawa, puis il y a eu les négociations conditionnelles puis tout ce qu'il y a autour, et la coopération avec la France et on espérait avec le monde. La Belgique, ça n'a pas fonctionné, mais... Et on est rapidement tombés dans... Niamey 1, Niamey 2, qui a été une période de négociations, vous n'avez pas idée comment ça se battait, hein... et... le gouvernement fédéral ne voulait absolument pas lâcher rien.
[00:01:32]	Et... j'ai fait un discours à la Saint-Jean-Baptiste en 67, le 22 juin, quelque chose de même, où on faisait, je ne dirais pas subtilement, mais assez grossièrement, la distinction entre les relations internationales et la politique étrangère. Je veux dire, bon en tout cas, pour montrer que, on s'est fait un espace là-dedans, alors ça a horrifié Ottawa. C'était réellement un anathème. On ne fait pas des choses de même, mais ça ce n'est pas grave, c'est Masse qui se tire encore en l'air. Malheureusement pour eux, le 24 juin, c'est à la Place des Nations.
[00:02:07]	Là c'est Johnson qui... C'est la journée du Québec, alors lui il remet une couche de plus, puis il parle de la Biélorussie, puis il parle de l'Ukraine, puis

	il parle de l'Unesco. Puis on n'était pas dans les strapontins à l'époque, on était pour le vrai. Bon. Alors c'est pour vous dire que les colonnes du temple branlaient énormément.
[00:02:29]	Et là, il faut se regarder nous-mêmes. Johnson montait sa négociation avec Robarts [premier ministre de l'Ontario]. Et puis finalement il y a eu à l'automne 67, Canada of Tomorrow : rencontre des provinces pour refaire la constitution canadienne. Le fédéral était assis sur un strapontin. Gordon Robertson là, il était assis sur un strapontin. C'était les provinces qui rebâtissaient le Canada. Canada of tomorrow !
[00:02:58]	Vous imaginez que le Conseil privé à Ottawa, il ne laissait pas partir son pays de même. Il a tiré le tapis en-dessous des pieds de Pearson. Et Pearson, il a été condamné pour avoir été, comme Mulroney, avoir été le responsable de tout ça. On ne négocie pas, on ne travaille pas avec le Québec. Il y a une relation à faire entre Pearson et Mulroney : vous savez, on tire le tapis, puis bonjour on ne veut plus entendre parler de toi. Ce n'est pas ton job comme premier ministre du Canada, de faire chouchou avec le Québec. Il y a une job à Québec, on est là pour leur expliquer c'est quoi, comment c'est un beau grand pays le Canada, et non pas pour amener au Canada les problèmes du Québec. Alors ils l'ont congédié. Puis là on a ramassé Trudeau, qui lui contrairement à Laurendeau, n'est pas parti avec deux nations. Il est parti avec deux langues. On va régler le problème : il y a une nation au Canada, deux langues.
[00:03:49]	Alors nous on avait persuadé Stanfield. Quand je dis nous, M. Johnson, puis tout ça, Marcel Faribeu, on avait persuadé M. Stanfield d'inscrire dans sa plateforme électorale la reconnaissance qu'il y a deux nations au Canada. Incroyable ! Et c'est dans le programme du Parti conservateur, en 68. M. Stanfield fait sa campagne là-dessus et quel est le résultat ? Alors qu'en 67, juillet, août, il y a des sondages comme quoi le Québec était heureux à 80 %, puis toute la patente, sur l'affaire du général de Gaulle, voilà que, on se retrouve en élection en juin suivant.
[00:04:26]	Le Canada, dans cette élection, entre Trudeau le... comment dire ça, le playboy, puis Stanfield qui était une espèce de Ryan de l'époque, alors le Canada, à 45 %, il vote pour Trudeau.
[00:04:42]	Le Québec ? À 53 % ! Qu'est-ce qui est arrivé ? On a signalé au Canada, puis quand je dis 53 %, je n'enlève pas, du 45, je n'enlève pas le Québec. C'est 45 % au total, puis 53, donc je pourrais augmenter un peu l'affaire. 45 et 53 : nous avons donné le signal que c'est ça qu'on voulait. Qu'on voulait la théorie de Trudeau ? Il n'y avait aucune espèce de raison. Stanfield était là. Personne ne se souvient que Stanfield proposait la Commission Laurendeau-Dunton.
[00:05:20]	[Pour]Trudeau, il n'en est pas question : c'est deux langues ! Alors on a attendu le vote du Québec. À 53 %, on a voté Trudeau. Alors qu'est-ce qui s'est passé ? Quelques mois plus tard, aux funérailles, quand on a enterré Daniel Johnson à Saint-Pie-de-Bagot, certains, dont moi, avons glissé sous son cercueil la Commission Laurendeau-Dunton et les deux nations. C'est mort là. Le Québec n'avait plus de rapport de force. M. Bertrand n'avait pas de domaine constitutionnel à défendre. Il n'y en avait pas eu, il n'en avait pas. Et le Québec s'était prononcé.
[00:05:56]	Où est le problème ? Est-ce qu'il est au Canada anglais ? Ou si c'est entre nous ? Et toute cette période-là, ça a été une discussion de Canadiens français, ou de Québécois francophones, appelle ça comme tu voudras.
[00:06:08]	On n'est jamais, on n'a jamais réussi à relancer Canada of Tomorrow, puis

	de négocier le Québec avec le Canada anglais. À partir de là, ça a été entre francophones. Bissonnette, Lalonde, Trudeau, Chrétien, Tellier, nommez-les tant que vous voulez. Il n'y a pratiquement jamais un anglophone. Ça, c'est une leçon de notre histoire qu'on devrait retenir, mais qu'on a tendance à oublier.
[00:06:36]	72 ! Après quatre années de Trudeau. Bon. Là, tout le monde veut se débarrasser de Trudeau. Il fait 38 % au Canada, Trudeau.
[00:06:49]	Hors Québec - avec le Québec : 38 %. Comment il a fait au Québec ? 48. Alors que le Canada pensait s'en débarrasser. Qui l'a maintenu là en 72 ? Les Québécois ! Après deux ans de gouvernement minoritaire, il y a encore une élection, au Canada. Trudeau fait 43 %. Je répète : 43 % ! Il était quand même passé de 38 à 43. Mais au Québec, on lui en donne 54 % du vote. Alors, on l'a imposé, alors le gouvernement Stanfield aurait pu être là. Puis il s'est accroché, parce que, il n'avait pas la majorité, mais il était le premier parti en 72.
[00:07:46]	Là, il ne réussit pas. Et là, c'est les ententes de Charlottetown, il essaie de faire sa réforme constitutionnelle, Trudeau, il ne réussit pas.
[00:07:51]	En 79, là, ré-élections, le Canada lui donne 40 % du vote. Le Québec, je n'ose pas le dire parce que je détruis votre mémoire : 61 % des Québécois ont voté pour Trudeau en 79, alors qu'on aurait pu avoir un gouvernement Clark, disons, majoritaire : Non !
[00:08:16]	On s'est assurés que Trudeau allait avoir suffisamment de force pour empêcher les conservateurs de travailler avec le Québec. Nous : 61 % ! En 80, alors que Trudeau était parti, découragé, ne veut plus rien savoir, « j'ai échoué la constitution ».
[00:08:33]	44 %. J'étais candidat, je m'en souviens. Quarante-quatre pour cent des Québécois, des Canadiens pardon, 44 % ont voté pour Trudeau.
[00:08:41]	Au Québec, on est réellement dans le département du vote africain : 68 %. 68 % ! Alors on le réinstalle avec toute la force. Et pendant ce temps-là, entre nous autres, on discutait avec Lévesque puis Bourassa, puis le diable et sa patte, puis tout ce monde-là.
[00:08:59]	Mais quel signal on donnait ? Et au monde, et au Canada anglais ?
[00:09:05]	68 % ! Bien, il a rapatrié la constitution. Puis il a mis dedans tout ce qu'il voulait mettre pour s'assurer que les pouvoirs du Québec soient gelés. L'Assemblée nationale s'est prononcée avec vigueur à l'unanimité refusant la constitution. Tout le monde s'en fout, elle est appliquée de toute façon. Mais elle est appliquée pourquoi ? Parce que 68 % du vote.
[00:09:26]	On n'a jamais, et je reviens là dans nos affaires, on n'a jamais réussi, sérieusement, à négocier entre le Québec et le Canada anglais. Moi, c'est ma conclusion de tout ça. Et c'est les francophones qui ont arbitré continuellement entre deux groupes de francophones, ceux qui veulent au Québec un pouvoir plus important, contrôler la langue, sa spécificité, et ceux qui disent non, c'est dangereux, on est mieux d'essayer de se battre à l'intérieur du Canada. Puis le gouvernement fédéral va faire des bonnes choses, etc. et les Québécois ont arbitré entre les deux. Pas le Canada anglais : les Québécois !
[00:10:07]	Alors le rôle du ministère à ce moment-là, il était donc double. La constitution, je dois, je pense honnêtement dire que la Révolution tranquille a échoué, sur ça. La dernière fois ça a été Duplessis, quand il a rapatrié les impôts. Depuis ce temps-là, beaucoup d'efforts, beaucoup de sueur, beaucoup de gêne, beaucoup d'épuisement. On a passé beaucoup de monde à la boîte de Kleenex, mais, on est Gros-Jean comme devant, on

	n'est pas plus avancés et on a perdu beaucoup de nos illusions, nos illusions de veto, nos illusions qu'on avait raison, les illusions qu'ils vont finir par comprendre. Tous, Johnson, Bertrand, Bourassa, Lévesque, nommez-les. Donc la Révolution tranquille, pour ce qui est du domaine constitutionnel, je ne pense pas qu'on doit dire que le mythe est extraordinaire et qu'on a réussi.
[00:11:06]	Dans la coopération on a mieux fait parce qu'il y avait un homme qui s'appelait de Gaulle, qui jusqu'à la fin sur son erre d'aller, quand on est arrivés à Niamey 1 [première conférence internationale des États francophones de février 1969], Niamey 2 [deuxième conférence de mars 1970], je m'en souviens, moi, comme d'hier. Parce qu'il faut être rebelles en politique. Il ne faut pas dire, je vais vous dire, il ne faut pas dire ça dans les maisons de ministre : il faut être rebelles. Les ministres qui ne sont pas rebelles, n'ont pas leur place dans les gouvernements.
[00:11:31]	C'est mon point de vue. Je serais fort malheureux dans les gouvernements d'aujourd'hui, je l'admets. Mais quand on est arrivés à Niamey là, il y avait des ententes négociées entre Marc Lalonde puis tout ça. Avec Gérard Pelletier, j'étais là avec... Julien Aubert, des noms que vous connaissez, Arthur Tremblay, Guy Frégault, Aubert, Rémy, qui était mon secrétaire, enfin... quelques personnes, on n'était pas nombreux. On parle toujours plus fort quand on est nombreux dans ces réunions-là, les Québécois.
[00:12:04]	Alors, non je n'accepte pas ça. Avec Pelletier, je n'accepte pas l'entente à Ottawa. Bon ça n'a pas de bon sens. Je ne l'accepte pas. Appelle qui tu voudras.
[00:12:17]	Téléphone à Ottawa, « ça n'a pas de bon sens, Masse renie les ententes qui ont été faites avec Bertrand. » C'est non ! Alors Pelletier m'envoie une petite note : je pense qu'il faut qu'on se rencontre [rire]. Note qui est dans les dossiers, encore. On va se rencontrer! Et là il arrive avec toute sa délégation, avec Jean-Pierre Goyer, qui était là comme commissaire politique de Trudeau. Ça n'a pas été long que j'ai dit à Pelletier : « Si tu veux qu'on continue à travailler sérieusement, tu vas d'abord le sortir. Puis tout cet aréopage là... si tu veux qu'on s'entende, on va s'entendre ensemble : dehors ! »
[00:12:42]	Ça jouait dur ! Il faut dire, Gérard Pelletier a été extraordinaire. S'il y en a un de l'autre côté, qui était sensible, déchiré sur la question québécoise et la question canadienne, c'est Gérard Pelletier, je suis bien placé pour en faire le témoignage et je lui rends ce témoignage-là. Ça a été des batailles à ne plus finir et je termine sur cet évènement cocasse. Je reviens aux chansonniers de l'époque, Pauline Julien.
[00:13:29]	Il avait invité des artistes. Puis il avait invité Diori pour aller ajouter la cerise culturelle sur le gâteau constitutionnel, et Pauline Julien. Alors durant le discours de Pelletier, avec une foutue caméra de Radio-Canada qui était braquée sur moi au moment où Pelletier parlait, je, Mme Julien : « Vive le Québec libre ! » mon vieux !
[00:14:03]	Moi, je ne bronchais pas, parce que j'avais la caméra de Radio-Canada, je ne voulais quand même pas passer à la trappe. Pelletier a joué ça comme un pro, il a fait semblant de rien, alors l'affaire continue. Et il y a ce soir-là je crois en tout cas, un dîner à l'ambassade de France à Niamey, où le Canada n'avait pas été invité par les Français, Malraux était là évidemment. Alors ils n'avaient pas voulu avoir le Canada. Alors il y avait une espèce de table d'honneur où je me retrouve, c'était à l'extérieur évidemment. Alors Malraux est là, l'ambassadeur de France et deux, trois autres. Puis Malraux

	parlait avec tout son enthousiasme puis son vocabulaire particulier, puis son ton de voix.
[00:14:47]	Puis là je découvre que lui est profondément convaincu, puis il expliquait ça à l'ambassadeur, que la France doit intervenir. On ne peut pas laisser faire ça, au ministre. On ne peut pas faire que - il pensait que c'était mon épouse. Alors il fallait agir, il ne fallait absolument pas que, qu'il arrive quoi que ce soit à Mme Julien, parce que c'était l'épouse du ministre du Québec, et que nous la France.... Oh... Moi j'étais là, comment je me sors de ça, je n'étais quand même pas pour le contredire devant l'ambassadeur. Il aurait fallu que je donne un paquet d'explications pour que Malraux finisse par...
[00:15:25]	On a fait comme si de rien n'était. Le lendemain, l'ambassadeur à la première heure, communique avec le bureau de la présidence pour s'assurer que Mme Julien ait tous les permis voulus pour procéder à ses concours. Voilà comment ça se passe dans le vrai monde. Je vous remercie. Si vous avez des questions, ça me fera plaisir de vous répondre.
[00:15:46]	Nicole McKinnon : Nous aurions quelques minutes pour des questions avant que M. Masse nous laisse. Donc qui veut briser la glace ?
[00:16:01]	Marcel Masse : La glace fond maintenant.
[00:16:02]	Intervenant 1 : Oui. Comment expliquez-vous cette espèce de division en deux des Québécois sur ces choses-là, qui... n'a pas aidé la cause puisque.... Pourquoi l'enthousiasme pour Trudeau ? C'est parce qu'il promettait le bilinguisme à l'échelle du Canada ?
[00:16:22]	M.M. : D'abord premièrement, un groupe conquis se divise toujours. Dès 1763, 64, 65, cette première génération, nos seigneurs marient des Écossaises, les Écossais marient les filles de seigneurs. Vous regardez la généalogie là, à ce moment-là il y a tout de suite, par le côté affaires, le côté marchand, le côté commerce, le côté faire de l'argent, alors il y a une association qui se fait entre ceux qui sont arrivés dans les fourgons de l'ennemi, les marchands écossais et autres, et ceux qui allaient dominer mais qui... Et là il fallait qu'ils s'accrochent à quelque chose. Autrement ils prenaient le bateau puis ils retournaient en France. Alors il y en a beaucoup qui sont retournés en France. Il y a ceux qui sont... Alors Fraser a pris une seigneurie, etc. et là ils se sont partagé ce monde-là.
[00:17:22]	Alors dès le début tout le long, comme aujourd'hui d'ailleurs, il y a des gens qui ont des intérêts différents. Il y en a qui sont de la sociologie de leur collectivité. Regardez l'Église qui était prise en sandwich entre les deux. C'est l'Angleterre qui décidait s'il y avait un évêque ici.
[00:17:38]	Donc alors quand on est conquis, je m'excuse mais c'est comme ça que ça s'appelle, je veux dire, on ne domine pas et puis on est le jeu du pouvoir. Et ça s'est perpétué tout le long, ça s'est perpétué tout le long. Le père Lévesque, il savait fort bien qu'en s'en allant à la Commission, la commission Massey... il n'allait pas là pour, il n'est pas allé là pour défendre les intérêts de la double nation, puis de l'importance de l'Assemblée nationale, puis de garder les universités, puis le contrôle de tout ça ici. Je veux dire c'est allé loin la Commission Massey-Lévesque.
[00:18:12]	Mais, on ne le sait pas, on a oublié ça puis... Alors c'était une caution. Il y a toujours des gens qui ont des cautions. Et regardez... Trudeau. Trudeau, sa mère est une anglophone, Trudeau. Une Écossaise. Son père est francophone et lui il s'est identifié à sa mère je veux dire. Pour lui son père était grossier, etc. il s'est identifié à sa mère et toute sa carrière en a dénoté. Je ne veux pas aller faire trop de psychologie mais je veux dire dans une société c'est normal, les gens se séparent.

[00:18:43]	Alors il y a eu ici l'influence et c'est pour ça aussi. Aussi surprenant que cela puisse paraître, on n'a jamais étudié l'influence de Radio-Canada, sur la pensée politique du Québec. Il faut le faire. C'est l'instrument le plus gros. Je le sais, j'ai été ministre deux fois à la Culture... c'est-à-dire aux Communications, pendant quatre ans. Je sais ce que sait, Radio-Canada : c'est un instrument énorme, qui marque la réalité culturelle, ça ne peut pas faire autrement. Et la réalité culturelle c'est la réalité politique. Or dans notre sagesse d'historiens, de sociologues, d'intellectuels, on n'a jamais écrit un livre, sérieux sur la pensée politique. On en a fait, des livres...
<b>Conférence de Marcel Masse partie 4 de 4</b>	
[00:00:00]	Radio-Canada est au-dessus de ça. Mais ça c'est la première fois qu'on fait une tentative à la Société du patrimoine politique, avec Florian Sauvageau, qui, Commission Caplan-Sauvageau, ce n'est pas par hasard, c'est moi qui l'avais nommé. Alors je l'ai repris, on recommence, mais voir un peu, quelle est la... On n'a jamais... On part de zéro. Il y a eu une influence marquée. Tout ce monde-là a été, disons, nourri dans le sein de Radio-Canada. La fin de Duplessis; Jeanne Sauvé, Gérard Pelletier, enfin nommez-les, Marc Lalonde, puis tout ça. Ils se sont promenés entre Radio-Canada et le Conseil privé du Canada. Ils ne sont pas venus ici; mais pendant ce temps-là Roch Bolduc était ici. Puis... je veux dire, on s'est divisés entre deux gouvernements et c'est sûr qu'à Ottawa ça faisait l'affaire des anglophones. Parce que... ils n'avaient pas besoin de se salir les mains et de se mêler de ça.
[00:00:50]	Alors pour eux, pour être au pouvoir à Ottawa, il fallait qu'il y ait une base dans le reste du Canada. Ils ne pouvaient pas dire au Canada : « Écrivez-nous puis nous on va aider le Québec. » Donc il fallait qu'ils se développent une stratégie, intellectuelle, un raisonnement, qui arrive sur la langue plutôt que sur la culture. Parce que Laurendeau, lui, il était du Québec, comprends-tu ? Puis Mme Rolland là... Chaput-Rolland puis tous ceux qui ont fait les autres commissions d'enquête, ils étaient là.
[00:01:20]	Donc ils ont développé des théories qui ont satisfait le Canada anglais, qui a dit « Bon bien si c'est le prix à payer, nous à Toronto on va commencer à aller à l'école anglaise, puis on va aider, c'est-à-dire l'école française, puis on va s'occuper de ça. » Et ce monde-là a été très déçu quand ça n'a pas fonctionné. Parce qu'ils s'étaient fait dire par Trudeau que c'est le prix à payer pour maintenir la domination de l'Ontario, l'économie, etc. et que les Québécois vont être satisfaits avec la question de la langue.
[00:01:43]	Mais ça ne s'est pas passé de même parce que le Québec a une résonance, et on n'a qu'à voir Johnson à la conférence constitutionnelle contre Trudeau, quand Pearson a envoyé Trudeau, casser Johnson, devant tout le monde! Alors Johnson, lui il défendait une théorie collective : la langue est un bien collectif. Ce n'est pas un bien individuel. Trudeau dit non, non, non. Le Canada est formé de je ne sais plus combien... 25 000 individus, des droits de la personne, la Charte des droits de la personne, puis l'individualité, donc chacun s'est bâti des théories.
[00:02:14]	En réalité, le reste, c'est ça qui a été toute notre vie, depuis... 50 ans, même plus, je dirais depuis 60 ans. Depuis la... C'est pour ça que les années 50 sont dans la Révolution tranquille, parce que c'est à partir de là que ça a commencé. La fin de 49 quand tu lis les textes de Duplessis, il faut y retourner les voir ces textes-là. Ah ben non, on n'est pas pour aller voir des textes, ça nous prend un cerge pour briser la noirceur. Il faut les relire ces textes-là, c'est surprenant comment ils peuvent être d'actualité.



[00:02:41]	Alors et c'est ces deux mondes-là, et... la matrice de la, la matrice de... disons de l'imaginaire de la Révolution tranquille, elle vient de Radio-Canada, elle vient du milieu médiatique. Elle ne vient pas du milieu universitaire, c'est le milieu médiatique : un bon, un méchant, bon, alors Duplessis c'est le méchant, puis les autres c'est les bons. C'est un monde binaire le monde médiatique. Alors voilà, est-ce qu'on peut répondre rapidement là ?
[00:03:10]	Intervenant 2 : Vous avez parlé... Toute cette propension à commémorer les choses et on y va souvent plus avec l'émotion que la raison. On l'a vu pour le 400 <sup>e</sup> , puis on le voit un peu pour ce que vous avez décrit tout à l'heure. Ça, d'après vous, ça ne procéderait pas à une sorte de, je dirais, de désenchantement, face à la réalité, à la fois sociologique et politique qu'on vit ? Moi je suis historien de formation en science politique comme vous. Quand j'écoute les débats à l'Assemblée nationale aujourd'hui et que je revois dans les archives, les échanges entre M. Bourassa et M. Parizeau par exemple, moi je pense que, un peu comme l'avait dit un journaliste à l'émission de Guy A. Lepage. Il y a un problème contrôle de qualité peut-être pas pour ce qui concerne les personnes, mais dans les débats, au niveau des débats qu'on a actuellement. Et c'est pour ça que les gens se tournent vers le passé et essaient de naviguer.
[00:04:08]	Marcel Masse : Oui, je pense qu'il y a un côté subliminal là-dedans. Je ne veux pas aller trop loin, parce que je parle de la Révolution tranquille avec des gants blancs, en velours, parce que je ne veux pas toucher trop, parce que je ne veux pas faire de graffitis sur la Révolution tranquille, parce que je vais me faire descendre en flammes. Mais il y a aussi d'autres aspects comme je disais tout à l'heure. Il faut avoir une analyse critique de ça. Moi je crois qu'il y a des générations qui ont suivi; parce que ce n'était pas, finalement, à l'époque qu'on a parlé de ces choses-là. C'est plus à mon avis, si on fait une analyse sérieuse, à partir des années ou du milieu des années 70, 80.
[00:04:45]	Donc il y a un côté subliminal d'une génération qui devant les échecs constitués, un peu décourageants quand on les regarde sérieusement, a besoin d'un mythe fondateur. Et... qui palie jusqu'à un certain point, par un succès extraordinaire qu'on a eu à cette époque-là, la valeur de notre génération par rapport à celle de Duplessis, qui n'avait rien réalisé et patati patata. Il y a... et c'est pour ça que, il y a la réalité de la Révolution tranquille, ça mérite d'être analysé sérieusement. Et je pense que le gouvernement aurait dû former des équipes, demander à des universités, puis organiser des colloques scientifiques, puis tant qu'à faire un brouhaha, pourquoi ne pas le faire sérieusement ? Puis mettre, je ne sais pas, 50, 60 000 \$ là, bon ! Et ça nous aurait aidés tout le monde.
[00:05:34]	Ben non ! On est là... je veux dire, moi j'arrive avec une espèce d'instinct d'avoir connu ça, je ne veux pas dire que c'est moi qui ai raison. Mais quand je dis ça devrait être étudié sérieusement, là je suis sûr d'avoir raison.
[00:05:44]	Et là, on verrait peut-être ça là, que c'est un problème générationnel. Pas de cette époque-là, mais des époques qui ont suivi : de pouvoir palier, puis de ne pas être trop découragés, d'avoir été de la génération qui a fait le mythe fondateur de notre société et dans ce sens-là on devrait être reconnus par tout le monde pour ce qu'on a fait, alors que la vraie réalité ce n'était pas de même. Parce qu'il y a une continuité. Moi mon point d'historien c'est qu'il y a une continuité. Il y a une continuité entre les années 30, 40, 50, etc. Bon ça va, ça vient, ça évolue. Mais il n'y a pas d'année zéro comme disait notre

	ami Stéphane.
[00:06:19]	C'est le début des temps nouveaux ? C'est l'année zéro. Mais ça c'est une vue artistique de l'opération. La vue historienne c'est que avant 60 il y a eu 59 et on le voit même dans, un jour on aura peut-être l'occasion d'en parler plus sérieusement, dans l'ouverture de la Délégation du Québec à Paris. Ça aussi il y a un mythe là-dedans. Parce qu'il y a une continuité. Il y a une continuité dans tous les actes de gouvernement à moins de faire des vraies révolutions. Alors, ce n'est pas notre monde, de faire des révolutions; on les étiquette « tranquilles » aussitôt qu'on prononce le nom. Donc on n'est pas de ce monde de révolution là... avec du sang dans la rue. C'est l'évolution. On a ajouté le R à l'évolution à mon avis. Alors je vous remercie.
[00:07:06]	Nicole McKinnon : Merci à vous.